

com-
ment
s'en
sor-
tir
#1



fémi-
nismes
noirs

Féministes de tous
les pays, qui lave
vos chaussettes ?





**Sara Farris,
« Féministes de tous
les pays, qui lave
vos chaussettes ? » ,**

Comment S'en Sortir ? [En ligne], n°1 |
2015. En ligne depuis le 20 mai 2015.
URL : https://commentssortir.files.wordpress.com/2015/06/css-1_2015_farris_feministes-de-tous-les-pays-qui-lave-vos-chaussettes.pdf

Résumé : Cet article porte sur un point de convergence largement négligé entre le féminisme d'État et les politiques néolibérales et nationalistes, à savoir les politiques relatives aux femmes migrantes et à l'intégration « économique » des minorités ethniques. Je commence par montrer que cette revendication à ce que les femmes migrantes et des minorités ethniques « travaillent » s'inscrit en grande partie dans le contexte des programmes de workfare. Ensuite, je démontre que la mise en œuvre de ces politiques a fonctionné en dirigeant les femmes migrantes et des minorités ethniques vers les secteurs domestiques et du care, qui ont traditionnellement été conçus comme « féminins ». La contradiction apparaît lorsqu'on prend en considération le fait que c'est précisément contre cette division genrée du travail – les hommes dans la sphère publique, les femmes dans la sphère privée – que le mouvement féministe a historiquement lutté. Afin de comprendre les conditions qui ont rendu possibles une telle contradiction et sa trajectoire, je suggère que l'on doit reconstruire la généalogie féministe complexe de l'indépendance économique, et les concepts liés au travail productif, qui se trouve opposé à la reproduction sociale. Cette reconstruction critique nous permet de mieux comprendre comment le féminisme a été intégré à ce que je nomme l'idéologie du fémonationalisme.

Mots-clés : Féminisme d'État; fémonationalisme; workfare; reproduction sociale (care et travail domestique); femmes migrantes et des minorités ethniques; contradiction performative; néolibéralisme; nationalisme.

Abstract: *In this article I focus upon one largely overlooked point of convergence between state feminism, nationalist and neoliberal politics: namely, the policies pertaining to migrant women and ethnic minority's "economic" integration. I begin by showing that the demand that migrant and ethnic minority women participate in work is largely framed within a context of "workfare". Second, I demonstrate that the implementation of these policies has functioned through actively directing migrant and ethnic minority women towards the care and domestic sectors, which has traditionally been conceived as "feminine". The contradiction emerges when taking into account that it is precisely against this gendered division of labor – men in the public sphere, women in the private – that the feminist movement has historically struggled. To understand the conditions of possibility for, and the trajectory of, such a contradiction, I propose that we must reconstruct the complex feminist genealogy of economic independence, and the related concepts of productive work, which is placed in opposition to social reproduction. This critical reconstruction enables us to better grasp how feminism has been integrated into what I call the ideology of femonationalism.*

Keywords: *State feminism; femonationalism; workfare; social reproduction (care and domestic work); migrant and ethnic minority women; performative contradiction; neoliberalism; nationalism.*

*Modification d'un slogan féministe français des années 70: «Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes?» Cet article est la version plus longue d'une communication présentée à la conférence internationale «Penser l'émancipation», Paris Ouest Nanterre 19-22 février 2014. J'aimerais remercier Stella Magliani-Belkacem, Felix Boggio Éwanjé-Épée, Joan W. Scott, Catherine Rottenberg, Peter Thomas, Rita Casale, Nicola Perugini, Neve Gordon et les relectrices ou relecteurs anonymes pour leurs commentaires sur les versions précédentes de cet article.

Biographie: Sara R. Farris est maîtresse de conférences au département de sociologie de Goldsmiths, Université de Londres. Elle a publié sur un grand nombre de sujets, parmi lesquels la théorie politique, la théorie féministe, la migration internationale et la philosophie sociale. Ses travaux les plus récents s'intéressent à la mobilisation du thème des droits des femmes par des nationalistes, des féministes et des néolibéraux contre les migrants et les musulmans en Europe, soit ce qu'elle appelle le femonationalisme.

*There are so many roots to the tree of anger
that sometimes the branches shatter before they
bear.*

*Sitting in Nedicks the women rally before they
march
discussing the problematic girls they hire to
make them free.*

*An almost white counterman passes a waiting
brother
to serve them first and the ladies neither notice
nor reject
the slighter pleasures of their slavery.*

*But I who am bound by my mirror
as well as my bed
see causes in colour as well as sex*

*and sit here wondering
which me will survive all these liberations.*

- Audre Lorde

Le fémonationalisme¹, ou la mobilisation contemporaine du féminisme par les partis nationalistes et les gouvernements néolibéraux, en particulier (mais pas exclusivement) contre les populations musulmanes, a suscité de profondes divisions au sein du féminisme. En effet, ces dernières années, la question de la migrante et de la femme non-occidentale – notamment musulmane – a suscité des débats animés qui engagent des intellectuels, politiciens et activistes féministes de toute l'Europe (et du monde occidental). Par exemple, en France et aux Pays-Bas – deux des pays sur lesquels sont ciblées mes recherches² – des féministes bien connues telles qu'Elisabeth Badinter et Cisca Dresselhuys ont publiquement approuvé l'idée que l'islam est fondamentalement misogyne. Par conséquent, selon ces féministes, les pratiques culturelles et religieuses des musulmans doivent être condamnées et interdites dans les espaces publics. Cependant, à l'opposé, des féministes de ces mêmes pays – comme Christine Delphy et Anja Meulenbelt entre autres – ont critiqué une telle caractérisation de l'islam, perçue non seulement comme une généralisation excessive mais aussi comme pouvant favoriser la montée des sentiments contre l'immigration. Ces positions, considèrent-elles, risquent fondamentalement d'aligner le féminisme avec le racisme.

Je dirais d'emblée que ma position est proche de celle du second groupe. Plus particulièrement, je suis d'accord avec ces chercheurs qui analysent la proximité entre les préoccupations anti-islam de certaines féministes et des hommes politiques contre l'immigration, pas simplement comme l'instrumentalisation des premières par les seconds, mais plutôt comme une forme active de convergence. Autrement dit, alors que le féminisme – en tant que notion générale de la libération des femmes du patriarcat – a de fait été instrumentalisé par les mouvements politiques contre l'immigration qui saisissent l'opportunité d'utiliser les droits des femmes comme des armes dans la guerre contre les migrants (musulmans),

¹ Une illustration plus détaillée de ce concept se trouve dans mon article publié dans *Contre-temps*, [En ligne] URL : ["http://www.contre-temps.eu/interventions/fondements-politico-%C3%A9conomiques-f%C3%A9monationalisme"](http://www.contre-temps.eu/interventions/fondements-politico-%C3%A9conomiques-f%C3%A9monationalisme) <http://www.contre-temps.eu/interventions/fondements-politico-%C3%A9conomiques-f%C3%A9monationalisme> (Dernière consultation le 21 novembre 2014).

² Cet article constitue une section révisée d'un projet de livre plus long sur le thème du fémonationalisme.

ces féministes, qui ont ouvertement soutenu des politiques répressives de pratiques religieuses et sociales de musulmans ou d'autres migrants non-occidentaux au nom de la justice pour les femmes, ne devraient pas être considérées comme des spectatrices simplement passives. Au contraire, elles doivent être considérées comme des sujets politiques conscients, qui sont animés par des motivations et des objectifs spécifiques. Cependant, il reste à clarifier la nature spécifique de ces motivations et objectifs ainsi que les implications de la convergence active avec les agendas politiques islamophobes/anti-immigration à laquelle ils mènent.

Les contradictions performatives du féminisme d'État

Les voix critiques féministes ont proposé des interprétations réfléchies de ce phénomène. En particulier, c'est en France que le débat sur la convergence du féminisme et des politiques racistes/anti-immigration s'est exprimé avec le plus de force. En analysant le débat ici, nous pouvons ainsi acquérir de nouvelles perspectives qui peuvent nous aider à mettre en lumière la nature générale de cette convergence, dont la portée a une dimension européenne (et peut-être même « occidentale »). Par exemple, selon Boggio Éwanjé-Épée et Magliani-Belkacem, auteur-e-s d'une excellente critique qui met la suprématie blanche du féminisme français en perspective historique, la convergence entre le féminisme et l'islamophobie contemporaine est stratégique : « Si certaines féministes peuvent apporter une contribution à une politique raciste ou impériale, c'est qu'elles saisissent là des opportunités stratégiques, des occasions d'avancer leurs propres revendications en profitant d'une ouverture offerte par le système raciste »³. De même, Christine Delphy⁴ décrit la convergence entre les féministes en faveur de la loi contre le voile et de la politique raciste française comme, je dirais, « sacrificielle ». Delphy soutient qu'en opposant l'anti-sexisme et l'anti-racisme, et en les positionnant comme des luttes qui ne peuvent

pas être réconciliées, certaines féministes ont choisi le premier au détriment du second: «raciste peut-être, mais ne pas oublier les femmes», c'est ce que semblent dire ces féministes⁵. Finalement, la sociologue Sylvie Tissot avance l'idée d'une convergence conjoncturelle entre le tournant xénophobe des politiques françaises en matière d'immigration durant les années qui ont suivi la loi contre le voile et ce qu'elle appelle «le féminisme d'État», c'est-à-dire les organisations féministes contre l'islam qui ont été intégrées dans les appareils d'État comme la voix officielle pour les droits des femmes. Elle fait le point sur une sombre situation, affirmant que «Le féminisme est ainsi devenu l'une des “métaphores du racisme” : il alimente des représentations et des pratiques racistes, mais sur un mode euphémisé et par conséquent “respectable” »⁶.

Dans cet article, je cherche à explorer une hypothèse qui s'inspire de ces interprétations afin de les étendre. Plus spécifiquement, je propose d'éclairer un point spécifique de convergence entre «le féminisme d'État» – pour emprunter la catégorie pertinente de Tissot, laquelle comprend des organisations pour les droits des femmes, des organismes gouvernementaux pour assurer l'égalité des chances et/ou des comités nommés par le gouvernement exprimant les positions du féminisme *mainstream* – et la politique anti-immigration/anti-islam dans le domaine socio-économique, qui a été jusqu'ici largement négligée: à savoir, les programmes de *work-fare*⁷ élaborés par la Commission européenne, par la suite traduits en appels à la promotion de l'emploi des femmes migrantes par le féminisme d'État et les autorités migratoires⁸. L'emploi a été une partie intégrante des politiques récentes sur l'intégration civique aux Pays-Bas et en France. En effet, cette idée a été non seulement soutenue, mais dans certains cas également conçue et mise en œuvre activement, par les organisations de femmes et/ou les organismes institutionnels pour la promotion des politiques d'égalité entre hommes et femmes, ou

⁵ Félix Boggio Éwanjé-Épée et Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*, Paris, La Fabrique, 2012, p. 15.

⁴ Christine Delphy, *Classer, dominer : qui sont les «autres»?* , Paris, La Fabrique, 2008.

⁵ *Ibid.*, p. 193.

⁶ Sylvie Tissot, «Bilan d'un féminisme d'État», *Plein droit*, n° 75, décembre 2007, p. 15-18.

⁷ NdT : Contraction de «work for your welfare» [«travaillez pour votre aide sociale»]. Dispositif consistant à faire dépendre l'aide sociale d'un travail accompli par le bénéficiaire.

⁸ Un mot de clarification terminologique est ici nécessaire. Bien que les discussions sur la victimisation des femmes dans les cultures non-occidentales se soient concentrées sur l'islam ces dernières années, je soutiens que les femmes musulmanes jouent le rôle d'une synecdoque: elles représentent la femme migrante en général selon le stéréotype qui prévaut en Europe. Bien qu'elles soient profondément inspirées par les discussions

sur le patriarcat et les représentations qu'on s'en fait à propos des communautés musulmanes migrantes, les politiques pour l'intégration civique et les aspects économiques dont je parlerai ciblent en réalité les femmes migrantes dans leur ensemble. Ainsi j'utiliserai dans cet article la notion de femmes migrantes en référence à la catégorie générale des femmes migrantes identifiées par les féministes d'État et les décideurs politiques contre l'immigration dans le cadre des politiques pour l'intégration civique.

⁹ Judith BUTLER, « Competing Universalities », in Judith BUTLER, Ernesto LACLAU et Slavoj ŽIŽEK (dir.), *Contingency, Hegemony, Universality. Contemporary Dialogues on the Left*, New York et Londres, Verso, 2000, p. 136-181.

par le féminisme d'État, qui ont été au premier plan dans la dénonciation du patriarcat non-occidental (musulman) dans la sphère privée. Ironiquement, pourtant, la mise en œuvre de ces politiques s'est faite en orientant activement les femmes migrantes suivant des programmes d'intégration civique, aussi bien musulmanes que non-musulmanes, vers le *care* et le secteur domestique, c'est-à-dire vers la reproduction sociale. Ces femmes migrantes ont été encouragées à occuper des emplois dans la sphère privée, qui ont été traditionnellement conçus comme des vocations féminines et à l'encontre desquels le mouvement féministe s'est engagé dans des batailles historiques.

Compte tenu de ces postulats, je soutiens que la convergence actuelle entre le féminisme d'État et les agendas politiques anti-immigration/anti-islam au nom des droits des femmes non seulement favorise (consciemment ou inconsciemment) le climat actuel raciste/islamophobe, mais produit également une contradiction performative radicale dont les conséquences sont potentiellement désastreuses pour les luttes des femmes en général. Une contradiction performative se produit quand il existe un décalage entre la théorie et la pratique, la proposition et la performance, ou, par exemple, lorsque les principes qui guident l'action politique sont contredits par cette action même. Malgré le fait que des contradictions performatives puissent aussi être propices à une politique progressiste – comme dans le traitement convaincant par Judith Butler de la contradiction performative de la notion

d'universalisme des droits dans les mains des sujets opprimés⁹ –, j'utilise ici cette notion avant tout (mais pas exclusivement, comme je l'explique dans les conclusions) pour souligner leurs conséquences néfastes. Plus précisément, j'analyse les contradictions performatives du féminisme d'État, dans le contexte islamophobe et raciste particulier dans lequel ces contradictions sont apparues. Ce ne sont pas les contradictions performatives des sujets opprimés (comme dans l'analyse de Butler), mais celles des sujets politiques qui ont intériorisé les présupposés et le rôle de l'opprimeur. J'examine ainsi la mise en œuvre des politiques pour l'intégration économique des femmes migrantes par les féministes d'État, dans le domaine de la reproduction sociale, comme une « performance » spécifique qui, quoique étant présentée comme un instrument par lequel les femmes migrantes devraient être autorisées à défaire le genre, produit et intensifie en réalité les conditions de la « discrimination intersectionnelle » raciale que la pensée féministe noire a décrite en profondeur¹⁰, pour faire et perpétuer les rôles de genre.

Dans cet article, afin de comprendre les conditions de possibilité de ces contradictions performatives et leur trajectoire, j'illustre d'abord les moyens par lesquels l'accent mis sur l'emploi comme principale zone d'attention pour l'intégration des migrants dans l'agenda européen a été concrètement traduit dans le cas des femmes migrantes. Ici, je montre en particulier la façon dont cette orientation a été soutenue par les féministes d'État et le récit spécifique de « l'indépendance économique » des femmes qu'elles ont mobilisé ce faisant. Deuxièmement, je suggère de reconstituer la généalogie féministe complexe de la notion d'indépendance économique et les concepts connexes du travail productif et de l'éthique productiviste, par opposition à la reproduction sociale. Cette reconstruction critique nous permettra de saisir un aspect important du mécanisme par lequel le féminisme est devenu l'une des plus puissantes « métaphores

⁷⁰ Kimberle CRENSHAW, « Cartographie des marges : Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », Cahiers du genre, n° 39, 2005 (1991), p. 51-82 ; Patricia HILL COL-LINS, *Black Feminist Thought : Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, Londres, Routledge, 1999 ; bell hooks, *Feminist Theory : From Margin to Center*, Cambridge, South End Press, 2000.

⁷¹ Pierre TEVANIAN, « La République du mépris. Les métamorphoses du racisme dans la France des années Sarkozy », 2007, [En ligne] URL : "<http://lmsi.net/La-Republique-du-mepri>" <http://lmsi.net/La-Republique-du-mepri> (Dernière consultation le 21 novembre 2014).

du racisme» contemporaines¹¹ en Europe et pourquoi il a été intégré dans l'idéologie du fémonationalisme.

Genrer l'intégration par le *workfare*

Dans la littérature de plus en plus importante sur les dimensions de genre des politiques d'intégration civique à travers l'Europe – c'est-à-dire, les politiques qui exigent que les migrants démontrent leur connaissance de la langue, de l'histoire et des valeurs du pays d'accueil pour obtenir un titre de séjour – le fait que ces politiques interpellent les femmes migrantes en tant que salariées a été, à quelques exceptions près, entièrement négligé¹². Les discussions ont été dominées par les aspects culturels de ces exigences (par exemple, les images de femmes néerlandaises aux seins nus en train de bronzer dans les supports dédiés à l'intégration pour les Pays-Bas), et pourtant, les aspects économiques sont très importants. L'intégration économique des femmes migrantes est en fait l'un des principaux objectifs des directives européennes sur l'intégration civique. Dans l'ordre du jour de 2011 de la Commission européenne – le document qui résume la philosophie de l'ensemble du projet d'intégration civique en Europe – l'égalité des sexes est mentionnée presque exclusivement en matière d'emploi¹³. La primauté donnée au travail comme arène principale d'intervention pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau de l'UE provient du lien strict entre les politiques récentes en matière d'intégration/de migration et la «stratégie Europe 2020», qui est le document qui ratifie les programmes de *workfare* dans les pays de l'UE.

L'infrastructure idéologique qui soutient les mesures de *workfare* attachées aux politiques d'intégration civique est particulièrement sexuée. La nécessité de promouvoir l'emploi des femmes migrantes, qui apparaît comme une priorité à la fois dans les directives de *workfare* et dans les politiques d'intégration, ne repose en fait pas tant sur l'hypothèse que les femmes sont des

parasites du système, comme cela est toujours affirmé dans le cas des hommes migrants, en particulier dans les débats publics dans les médias nationaux. Au contraire, l'accent mis sur l'intégration des femmes migrantes sur le marché du travail est reformulé comme une occasion pour elles de devenir « émancipées ». Une profusion de données statistiques, d'études transnationales et de documents politiques a été de plus en plus déployée au niveau de l'UE ces dernières années, soulignant les taux plus faibles d'emploi et d'activité des femmes migrantes par rapport à ceux des hommes migrants. Plus ou moins explicitement, les taux moins importants de participation des femmes migrantes sur le marché du travail sont attribués à leurs origines culturelles rétrogrades, qui sont considérées comme responsables du maintien des femmes dans un état de sujétion et de dépendance économique et, donc, du manque d'encouragement à entrer dans la main-d'œuvre rémunérée. Dans le cas des femmes non-occidentales qui pour la plupart arrivent en Europe dans le cadre du regroupement familial, l'accent mis sur le travail comme vecteur d'intégration est par conséquent non seulement inspiré de la stratégie de *workfare* de l'UE, mais trouve aussi son origine dans l'interprétation particulière de l'égalité des sexes qui a été mise en avant par le féminisme d'État, tel que défini ci-dessus. Pour les féministes d'État européennes, la promotion des politiques d'égalité des sexes au cours des dernières années s'est sans doute inspirée de l'idée générale que le travail est ce qui définit les femmes libres et, en conséquence, le travail à l'extérieur du ménage a été transformé en épreuve décisive pour l'égalité des sexes.

Bien que cela ne soit pas explicitement présenté comme du *workfare* mais plutôt comme un exemple de justice pour les femmes concourant à leur indépendance économique, l'accent mis par le féminisme d'État sur la nécessité de mobiliser la main-d'œuvre féminine – y compris sa composante migrante – en vue d'atteindre les objectifs fixés par la stratégie « Europe 2020 » est donc l'un des princi-

⁷² Kate KIRK et Semin SUVARIERIOL, « Emancipating Migrant Women? Gendered Civic Integration in The Netherlands », communication présentée à la conférence européenne sur la politique et le genre, 21-23 mars 2013 ; Camille GOURDEAU, « Des usages contradictoires du Contrat d'Accueil et d'Intégration : de la prévention des discriminations sur le marché du travail à l'utilisation paradoxale du thème de l'égalité entre hommes et femmes », communication présentée au Colloque International « Genre et Discriminations », Paris-Nanterre-La Défense, 27-28 juin 2013.

⁷³ Commission européenne, European Agenda for the Integration of Third-Country Nationals. COM (2011) 455 final, Bruxelles, 20 juillet 2011, [En ligne] URL : "http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/news/intro/docs/110720/1_en_act_part1_v10.pdf" http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/news/intro/docs/110720/1_en_act_part1_v10.pdf (Dernière consultation le 21 novembre 2014).

paux points de convergence, convergence paradoxale en un sens, avec des agendas politiques racistes et néolibéraux. Mais quelles sont donc les conséquences concrètes de ce paradoxe sur la vie des femmes migrantes au niveau de l'État-nation?

S'intégrer par le travail de care genré (et racialisé)
Le cas des Pays-Bas est particulièrement emblématique. En 2003, la ministre de l'intégration et de l'immigration d'alors, Rita Verdonk, en collaboration avec le ministre des politiques d'égalité, a favorisé la création de la Commission pour la Participation des Femmes de la Minorité Ethnique, ou la PaVEM (*Participatie van Vrouwen uit Etnische Minderheden*), qui a été chargée de traiter les questions d'intégration pour les femmes migrantes et des minorités ethniques. La commission était composée de trois hommes politiques de différents partis politiques, et de trois femmes : la princesse Maxima (la reine actuelle des Pays-Bas) et deux femmes migrantes « bien intégrées » du Suriname et de la Turquie. La tâche principale de la PaVEM était de proposer des politiques concrètes pour lutter contre « l'isolement des femmes des minorités ethniques » dans la société néerlandaise. Sous le slogan « éduquez une mère, éduquez une famille », la PaVEM a élaboré les principes qui guident les documents et le test d'intégration qui sont destinés à évaluer les modèles et les comportements parentaux des femmes migrantes par rapport aux critères inspirés de la notion de maternité néerlandaise « saine ». En 2007, la commission PaVEM a conçu un nouveau programme, ciblant cette fois-ci les femmes migrantes en tant que travailleuses (potentielles). Sous la supervision du ministère de l'éducation, de la culture et de la science d'alors, le projet « Mille et une vigueurs » (*Duizend en één kracht*) a été lancé. Avec des connotations orientalistes déjà contenues dans son propre nom¹⁴, le programme prétendait encourager les femmes migrantes assujetties aux programmes d'intégration civique à participer à la société civile en les invitant explicite-

ment à entreprendre des activités de bénévolat¹⁵. Dans une confusion étrange des moyens et des fins, le travail bénévole non-rémunéré a été présenté, en fait, comme la *via maestra* pour atteindre l'objectif d'indépendance économique. La PaVEM a donc insisté sur les opportunités offertes par le travail bénévole pour ces femmes migrantes qui souhaitent découvrir leurs forces, évaluer leurs capacités et ainsi être prêtes pour un futur emploi rémunéré. Comme Kirk et Suvarieriol (2013) le notent, le projet a été réalisé en dépit des recherches menées par l'Institut néerlandais pour la recherche sociale (SCP) qui montraient que la plupart des femmes migrantes interrogées ne sont pas favorables au travail bénévole non-rémunéré¹⁶. Elles ne souhaitent notamment pas effectuer le type spécifique de travail bénévole le plus encouragé par le projet: c'est-à-dire, le travail de *care* dans les hôpitaux et les structures pour enfants, le travail de *care* domestique dans les foyers pour personnes âgées et dans les foyers pour personnes handicapées. Comme l'affirment certaines des femmes interrogées par le SCP: «Pourquoi devrais-je le faire si je ne suis pas payée?» et «Je m'occupe aussi de ma famille et mes enfants, et je le fais aussi volontairement, ça suffit!»¹⁷. Le projet «Mille et une vigneurs» n'était pas une initiative isolée ou inhabituelle. Au contraire, il a fait partie de l'évolution vers le *workfare* initiée par le gouvernement néerlandais au début des années 1990¹⁸ dans le cadre de laquelle les femmes migrantes et les femmes appartenant à des minorités ethniques ont été de plus en plus ciblées. Ainsi, aux Pays-Bas, les injonctions à l'entrée des femmes sur le marché du travail proférées par le féminisme d'État et par les programmes de *workfare* ont convergé non seulement en demandant aux femmes migrantes de travailler gratuitement, mais aussi en les encourageant à entrer dans le secteur du travail reproductif. Comme l'a déclaré le Conseil néerlandais pour le travail et le revenu (*Raad voor Werk en Inkomen* - RWI), les femmes migrantes peuvent être très importantes pour atténuer les pénuries de

¹⁴ Comme Kirk et Suvarieriol le notent: «le nom du programme semble être un jeu de mots sur le recueil de nouvelles arabes: "Les Mille et Une Nuits"». Kate Kirk et Semin Suvarieriol, *op. cit.*, p. 36.

¹⁵ Voir le site web, [En ligne] URL: "<http://www.duizendeneenkracht.nl/eCache/DEF/1/21/227.html>" <http://www.duizendeneenkracht.nl/eCache/DEF/1/21/227.html> (Dernière consultation le 1er août 2013).

¹⁶ Kate Kirk et Semin Suvarieriol, *op. cit.*; Petra Snelenders et al., *Doorpakken met Duizend en één Kracht. Schakelen tussen het beleid en de praktijk*, MOVISIE REPORT, Utrecht, 2011.

¹⁷ Citées dans Kate KIRK et Semin SUVARIERIOL, *op. cit.*

¹⁸ Han Entzinger, «The Parallel Decline of Multiculturalism and the Welfare State in The Netherlands», in Banting Keith et Kymlicka Will (dir.), *Multiculturalism and the Welfare State: Recognition and Redistribution in Contemporary Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 177-201.

¹⁹ Kate Kirk et Semin Suvarieriol, *op. cit.*, p. 27.

²⁰ Il concerne tous les signataires du CAI à l'exception des mineurs de moins de 18 ans scolarisés, des étrangers de plus de 55 ans et des personnes justifiant d'une activité professionnelle ou déclarant ne pas être à la recherche d'emploi.

²¹ Rapport court disponible sur le site internet du ministère de l'intérieur, [En ligne] URL : "<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Integration/Emploi-et-promotion-de-la-diversite/Le-bilan-de-competences-professionnelles>" <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Integration/Emploi-et-promotion-de-la-diversite/Le-bilan-de-competences-professionnelles> (Dernière consultation le 29 mai 2013).

²² Rapport d'activité 2011 de l'OFII, p. 14, [En ligne] URL : "http://www.ofii.fr/tests_197/rapport_d_activite_2011_de_l_office_francais_de_l_immigration_et_de_l_integration_1294.html?preview=oui" http://www.ofii.fr/tests_197/rapport_d_activite_2011_de_l_office_francais_de_l_immigration_et_de_l_integration_1294.html?preview=oui (Dernière consultation le 2 août 2013).

²³ Infos Migrations, « Les femmes immigrées signataires du CAI en 2009 », n° 22, avril, Virginie Jourdan, 2011, [En ligne] URL : "<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/39070/298320/file/IM12042001n22.pdf>" <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/39070/298320/file/IM12042001n22.pdf> (Dernière

main-d'œuvre dans le secteur de la santé, et cela demande ainsi « plus d'investissements en vue de surmonter les obstacles existants »¹⁹.

Bien qu'il n'existe pas en France d'injonction à ce que les femmes migrantes entreprennent un travail de « bénévolat » dans le secteur du *care* – du moins pas à titre officiel – la situation ici n'est pas différente de celle trouvée aux Pays-Bas lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre de l'intégration économique pour les femmes migrantes. Depuis 2009, la loi en matière d'intégration des migrants a fait du bilan de compétences professionnelles une exigence obligatoire pour tous les signataires du contrat d'accueil et d'intégration (CAI)²⁰. Les migrants qui signent le CAI doivent suivre un cours de trois heures, durant lequel leurs certificats et documents scolaires attestant de leurs compétences et expériences de travail sont évalués. Selon les données officielles publiées en 2011, 58,7 % de l'ensemble des signataires du CAI ont bénéficié d'un bilan de compétences professionnelles ; 65 % d'entre eux étaient des femmes²¹. La mise en œuvre du bilan de compétences professionnelles obligatoire a été présentée au public comme un moyen de promouvoir l'intégration des primo-arrivants, selon l'idée que « [l]'accès à l'emploi est l'une des priorités du gouvernement français en vue de faciliter l'intégration des primo-arrivants dans la société française »²². En outre, il était envisagé comme un instrument pour lutter contre la position défavorisée de la population migrante – particulièrement sa composante féminine – sur le marché du travail. Selon une étude menée en 2009 par le DSED (Dépar-

tement des statistiques, études et documentation), sous les auspices d'une enquête générale promue par le gouvernement français, ELIPA (Enquête Longitudinale sur l'Intégration des Primo-Arrivants), les femmes ont constitué la majorité des migrants entrants au cours de cette année (52,3 %), entrant en France principalement pour des raisons de regroupement familial (62,3 %)²⁵. Même si, en moyenne, les femmes étaient plus éduquées que les hommes, l'enquête a montré que, après deux ans dans le pays, les niveaux plus élevés de l'éducation des femmes migrantes ne se traduisent pas positivement sur le marché du travail, où elles ont connu plus de difficultés que les hommes à trouver un emploi. En outre, l'étude a également montré que la grande majorité des femmes entrantes (64 %) avaient été actives sur le marché du travail de leur pays d'origine avant leur déménagement en France, réfutant ainsi l'idée répandue que les femmes des pays non-occidentaux (notamment des pays musulmans) sont, par définition, confinées à la maison et manquent d'indépendance économique. En effet, c'est en France qu'après deux ans, elles étaient devenues des femmes au foyer et avaient cessé de rechercher activement un emploi. « La migration diminue donc », conclut l'étude, « les chances de participer au marché du travail, d'autant plus que l'on est une femme »²⁴. Diverses causes de ce phénomène sont identifiées : la maîtrise médiocre ou insuffisante du français, la difficulté à concilier le travail et le soin des enfants, les diplômes d'études insuffisants ou non-reconnus et ainsi de suite. Autrement dit, comme le note Camille Gourdeau²⁵, les difficultés des femmes migrantes sur le marché du travail sont considérées comme de leur propre faute et il n'est jamais fait référence aux discriminations auxquelles elles sont soumises dans leur recherche d'emploi, en particulier si elles portent un voile, comme plusieurs études l'ont démontré²⁶. Dans ce contexte, la création du bilan de compétences professionnelles comme outil pour faciliter l'intégration des migrants dans la société par le tra-

consultation le 15 septembre 2014).

²⁴ *Ibid.*, p. 3.

²⁵ Camille Gourdeau, *op. cit.*

²⁶ Amnesty International, *Choice and Prejudice. Discrimination Against Muslims in Europe*, Londres, Amnesty International, 2012.

vail prend une nouvelle signification. Bien qu'il ait été présenté comme un moyen d'évaluer les compétences et les attitudes des primo-arrivants afin de les aider à trouver le travail qui leur corresponde, le bilan de compétences professionnelles est plutôt devenu un instrument de contrôle de la rencontre entre l'offre et la demande, en se positionnant le plus souvent du côté de cette dernière. En fait, la stratégie de lutte contre les taux plus faibles d'activité et d'emploi des migrants – et en particulier des femmes – n'a pas dirigé ces derniers vers les secteurs pour lesquels ils ont des titres d'études et/ou des expériences de travail, mais plutôt vers les secteurs économiques qui font face à des pénuries de main-d'œuvre.

Au cours des dernières années, les gouvernements français ont signé des accords avec les représentants des secteurs économiques ayant des difficultés à recruter des travailleurs natifs; il s'agit notamment de l'Agence nationale des services à la personne (ANSP), du secteur du nettoyage et de l'économie sociale, et des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie. Selon les termes du rapport interministériel sur l'immigration, ce sont en fait les « secteurs qui, malgré la crise, restent porteurs d'emploi »²⁷. Dans l'ensemble, l'encouragement à la participation active des femmes sur le marché du travail et l'identification des dispositifs (comme le bilan de compétences professionnelles) prétendument mis en place pour les aider à surmonter les obstacles qu'elles rencontrent ont conduit *de facto* à les orienter vers des emplois non voulus par les hommes et les femmes natifs: le ménage, le nettoyage, la garde d'enfants, les soins de santé et le *care*²⁸. En dépit de leur niveau d'éducation plus élevé et d'une précédente expérience de travail – comme l'ont démontré les résultats de recherche mentionnés ci-dessus – les femmes migrantes en France, comme aux Pays-Bas, sont systématiquement dirigées vers les secteurs de la reproduction. Dans ce scénario, le rôle prééminent joué par les féministes d'État françaises au niveau européen dans la stigmatisation des cultures et

des pratiques religieuses non-occidentales, notamment musulmanes, tenues pour l'origine de toute misogynie et des obstacles à l'intégration, de même que leur soutien aux politiques d'intégration pour femmes migrantes, apparaît pour le moins contradictoire. Plutôt que d'auto-nomiser les femmes migrantes, le discours et la pratique institutionnels de l'intégration républicaine française, accueillis avec enthousiasme par de nombreuses féministes, semble renforcer les formes mêmes de la discrimination sexiste et raciale que le féminisme d'État dénonce vigoureusement. En réalité, la mise en œuvre des politiques d'intégration civique visant à « activer » les femmes migrantes sur le marché du travail aggrave encore la féminisation et la racialisation des secteurs du *care* et du travail domestique²⁹.

En dépit des différences entre les deux contextes en termes d'articulation entre les politiques générales « d'intégration civique » et les mesures spécifiques visant à promouvoir l'emploi des femmes migrantes, le secteur du *care*, domestique ou reproductif (nettoyage, ménage, garde d'enfants, soins de santé, soins en général), semble être le seul secteur de l'économie où les femmes migrantes sont encouragées, voire poussées, à travailler et même à faire du bénévolat. Incontestablement, le féminisme d'État a été en première ligne dans les deux pays pour mettre en œuvre les prescriptions de la Commission européenne sur la nécessité pour les femmes migrantes de travailler, en les orientant vers les emplois domestiques et de *care*. Ce faisant le féminisme d'État a néanmoins contribué (consciemment ou inconsciemment) à la reproduction du travail domestique et de *care* comme un marché genré et de plus en plus racialisé. Il est à noter que c'est le plus souvent au nom de l'émancipation des femmes par leur participation à la production que le travail des femmes migrantes est conçu comme une opportunité leur permettant de gagner leur indépendance et leur émancipation économique – suivant l'hypothèse stéréotypée selon laquelle elles seraient « dépendantes »

²⁷ Secrétariat Général du Comité Interministériel de Contrôle de l'Immigration, Rapport au parlement : *Les orientations de la politique de l'immigration* (sixième rapport), p. 171.

²⁸ Pascale Leroi et Laure Thevenot, « Emploi peu qualifié : femmes et immigrés en première ligne », Institut d'Aménagement et d'Urbanisme, Note Rapide, n° 564, septembre 2011, [En ligne] URL : "<http://www.iau-idf.fr/detail/etude/emploi-peu-qualifie-femmes-et-immigres-en-premiere-ligne.html>" <http://www.iau-idf.fr/detail/etude/emploi-peu-qualifie-femmes-et-immigres-en-premiere-ligne.html> (Dernière consultation le 21 novembre 2014).

²⁹ Camille Gourdeau, *op. cit.* ; Francesca Scrinzi, « Gender, migration and the ambiguous enterprise of professionalizing domestic service: the case of vocational training for the unemployed in France », *Feminist Review*, n° 98, 2011, p. 153-172.

et arriérées. La question qui continue de se poser est alors la raison pour laquelle cette même notion d'émancipation des femmes par leur participation à la production est maintenant utilisée pour pousser les femmes migrantes dans la « reproduction sociale » ? Je me propose de faire la lumière sur ce dilemme en revisitant brièvement les débats sur « l'indépendance économique » et l'émancipation des femmes qui ont traversé l'histoire du féminisme dès son origine. Plus particulièrement, je vais brièvement reconstruire une généalogie critique des notions de travail productif, d'éthique productiviste et de reproduction sociale en relation avec les changements socio-économiques et institutionnels historiques plus larges dans le cadre desquels ces notions ont émergé et ont été transformées.

Travail productif, éthique productiviste et reproduction sociale : une généalogie féministe critique
Jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, la demande pour l'accès des femmes à la force de travail rémunérée a fait partie d'un plus vaste ensemble de revendications concernant l'égalité des femmes dans toutes les sphères de la vie sociale : politique, économique et en matière de reproduction. Cependant, c'est la revendication spécifique de l'égalité économique des femmes qui a divisé les féministes libérales et socialistes plus que toute autre revendication. Alors que les premières se sont battues pour l'intégration des femmes dans la sphère de la production économique, se rebellant ainsi contre la condition de l'isolement des femmes de la classe moyenne dans la sphère privée, les dernières visaient à représenter les luttes des femmes de la classe paysanne et ouvrière qui avaient déjà été incorporées sur le marché du travail depuis longtemps⁵⁰. À ce stade, lorsque la montée du mouvement féministe à travers l'Europe et le monde occidental a coïncidé avec l'émergence et la consolidation de grandes sociétés industrialisées et de graves inégalités sociales générées par une telle industrialisation, la classe sociale (et, dans une moindre mesure en Europe

par rapport aux États-Unis, la race également) a divisé les femmes, davantage que le genre et le sexe auraient pu les unir.

L'avènement du fordisme au XX^e siècle et le développement de la norme selon laquelle l'homme est l'unique pourvoyeur du foyer ont fondamentalement modifié la division sexuelle du travail « au-delà de la classe » et, par là, ont offert un terrain d'entente pour la solidarité entre femmes. À des étapes et à des rythmes différents selon les pays, le fordisme a imposé un nouveau modèle de société impliquant tous les domaines de la vie publique et privée. Le fordisme était un régime d'« accumulation intensive », caractérisé par la production de masse, les heures de travail relativement réduites, les salaires élevés pour l'aristocratie ouvrière et la consommation de masse rendue possible par les revenus du soutien de famille masculin³¹. Derrière le modèle du « soutien de famille masculin », il y avait un certain nombre d'hypothèses concernant les rôles de genre, notamment au sujet de la division du travail entre hommes et femmes dans le ménage. La responsabilité des hommes était de fournir la principale source de revenus pour la famille, alors que le devoir des femmes était de s'occuper des tâches ménagères ainsi que des tâches de soin pour les enfants et souvent pour les personnes âgées. Le modèle, et la division sexuelle du travail qui y est rattachée, était conforté par un certain nombre de dispositions de l'État-providence qui ont permis la survie de la famille à mono-revenu, à la fois de classe moyenne et ouvrière : la stabilité des revenus, les avantages pour conjointe à charge et enfants en âge d'aller à l'école, les allègements fiscaux, la grande disponibilité des prêts et des prêts hypothécaires pour l'achat de produits et de biens durables, et ainsi de suite. Une autre supposition sur laquelle étaient fondés le fordisme et le modèle du « soutien de famille masculin » portait sur la nature du *care* domestique, c'est-à-dire le travail reproductif, considéré comme du non-travail et comme non-productif et, par conséquent, comme une activité qui ne donne pas droit à un salaire.

³⁰ Louise A. Tilly et Joan W. Scott, *Women, Work, and Family*, New York, Routledge, 1978.

³¹ Linda McDowell, « Life Without Father and Ford: The New Gender Order of Post-Fordism », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 16, n° 4, 1991, p. 400-419.

C'est dans le cadre du fordisme, avec l'abaissement des femmes de différentes origines sociales au statut de femme au foyer et avec son mode spécifique de dévaluation du travail de care et du travail domestique, c'est-à-dire le travail reproductif, que je propose de comprendre la revendication de la deuxième vague du féminisme pour l'égalité dans le domaine économique et l'accès des femmes au travail salarié comme « outil » pour leur émancipation. Ce fut en effet une revendication qui transcendait différents courants politiques féministes. De la conviction de Simone de Beauvoir que « tant que l'homme conserve la responsabilité économique du couple, [l'égalité parfaite] n'est qu'une illusion »³² à l'affirmation de Betty Friedan que la femme « ne peut se sentir exister que par une tâche qui ait une réelle valeur aux yeux de la société ; et c'est bien précisément ce genre de tâches que la société a coutume de rétribuer »³³, la définition du travail reproductif dans le ménage comme dévalorisant pour les femmes et, par-là, l'indication du travail salarié comme condition d'émancipation, a été appropriée par la majorité des féministes.

Voilà pour le fordisme. Avec l'avènement depuis la fin des années 1970 et 1980 du post-fordisme et du néolibéralisme, l'incorporation des femmes dans le travail rémunéré est devenue une réalité. Quoiqu'à des rythmes et à des pourcentages différents, la grande majorité des femmes en âge de travailler en Europe occidentale a été intégrée à la population active. Depuis le milieu des années 1990, par exemple, le taux d'emploi des femmes a augmenté de 7,7 points de pourcentage en France, pour atteindre 59,7 % en 2011, et de 16 points de pourcentage aux Pays-Bas, pour atteindre 69,9 % en 2011³⁴. À travers toute l'Europe, en dépit des différences concernant les caractéristiques de cette augmentation et les transformations à l'œuvre dans les régimes de genre et de protection sociale de chaque pays, l'accélération de l'emploi des femmes a effective-

ment constitué, selon les termes de Karamessini et de Rubery³⁵, un cas de « divergences convergentes » entre les différents contextes européens. Cependant, les conditions dans lesquelles ce phénomène a eu lieu sont très différentes de celles qui étaient dominantes dans le fordisme. Si le fordisme a été l'ère de la fabrication, de la stabilité relative de l'emploi/du revenu et de la disponibilité d'un vaste réseau de protection sociale – ce qui a permis, même à la famille de la classe ouvrière à mono-revenu, de maintenir un niveau de vie décent –, le post-fordisme est l'ère du secteur des services, où la flexibilité de l'emploi (des contrats à temps partiel ou occasionnels) et l'érosion des dispositions concernant la protection sociale en sont venues à dominer la vie de famille à double revenu. Dans un scénario dominé par l'affaiblissement de la sécurité de l'emploi, l'incertitude et l'instabilité économique, les salaires des femmes sont non seulement devenus nécessaires et utiles mais, ces derniers temps, ils sont même devenus les seuls sur lesquels de nombreuses familles ont pu compter. Ainsi, avec le post-fordisme et le néolibéralisme, l'intégration des femmes dans la main-d'œuvre a eu des conséquences spectaculaires sur les rôles de genre et les revendications féministes elles-mêmes. Les luttes pour l'accès des femmes au marché du travail ont été de plus en plus remplacées par les campagnes pour l'égalité salariale et l'égalité des chances sur le lieu de travail. Les dénonciations du plafond de verre masculin qui empêche de nombreuses femmes d'accéder à des postes de direction ont progressé de pair avec l'établissement des règles institutionnelles qui obligent les entreprises à appliquer des quotas de femmes et la discrimination positive. Bien que la gamme, la cible, les opinions politiques et la vision dominante qui sous-tendent la notion de l'égalité des sexes et par conséquent des positions féministes dans cette conjoncture aient été diverses et fragmentées, la variante du féminisme qui a acquis une place dominante dans les débats généraux et les cadres

³² Simone De Beauvoir, *Le deuxième sexe, II. L'expérience vécue*, Paris, Gallimard, 1949, p. 286-287.

³³ Betty Friedan, *La femme mystifiée*, Paris, Éditions Gonthier, 1964, p. 393.

³⁴ Statistiques du marché du travail et de l'emploi de l'OCDE (base de données), Labour Force Statistics by Sex and Age: Indicators, [En ligne] URL: "http://stats.oecd.org/BrandedView.aspx?oecd_bv_id=lfs-data-en&doi=data-00310-en" http://stats.oecd.org/BrandedView.aspx?oecd_bv_id=lfs-data-en&doi=data-00310-en (Dernière consultation le 12 juin 2013).

³⁵ Maria Karamessini et Jill Rubery, *Women and Austerity. The Economic Crisis and the Future for Gender Equality*, Londres, Routledge, 2013.

institutionnels était sans doute libérale et, désormais, de plus en plus néolibérale⁵⁶. En privilégiant une définition de l'égalité des sexes comme la « similitude » avec les hommes et « l'égalité des chances » pour les femmes par rapport à leur inclusion dans la sphère publique, les féminismes libéraux et en particulier néolibéraux ont adopté des stratégies « conservatrices » dans lesquelles les principes fondamentaux de la formation sociale néolibérale capitaliste demeurent incontestés.

Sans surprise, c'est la variante féministe libérale (et néolibérale) dominante qui inspire la plupart du temps la politique du féminisme d'État – dans le sens dans lequel cette notion a été employée tout au long de cet article. Ainsi, les campagnes pour l'égalité des chances et l'égalité salariale et pour l'intégration totale des femmes aux positions de pouvoir ont de plus en plus pris le pas sur le débat dominant sur l'égalité des sexes. Bien que les combats pour briser le plafond de verre ne représentent toujours qu'une minorité des revendications de la main-d'œuvre féminine, où la plupart des femmes sont occupées à éviter de « tomber à travers un plancher structurellement instable »⁵⁷, la majorité des femmes en Europe de l'Ouest est maintenant effectivement incorporée dans la sphère de la production. Et pourtant la reproduction n'a pas disparu. Qu'elles soient à la recherche d'un équilibre satisfaisant⁵⁸ ou qu'elles négocient une sorte d'accord frustrant, les femmes sont toujours confrontées à des exigences quotidiennes de tâches de reproduction. Malgré les changements importants dans les rôles de genre qui ont accompagné « l'entrée » des femmes en grand nombre dans la population active, de nombreuses études montrent que les femmes actives s'occupent toujours davantage que les hommes du travail social de reproduction. La prédominance de l'éthique productiviste et l'accent mis sur un agenda politique tout aussi « productiviste » dans les cercles *mainstream* du féminisme d'État n'ont pas été accompagnés de campagnes aussi énergiques pour la mise à disposition de services publics de *care* et pour le renforcement de l'État-providence. Au contraire, même

les modestes centres de soins publics disponibles dans la plupart des pays européens sont de plus en plus emportés par les politiques néolibérales, ce qui laisse la plupart des familles dans une situation dans laquelle le temps disponible pour la reproduction sociale est de plus en plus court et (de plus en plus souvent) redistribué sur les épaules des femmes migrantes non-occidentales.

C'est dans ce contexte que nous pouvons faire la lumière sur la raison pour laquelle les politiques d'intégration économiques ciblant les femmes migrantes ont fini par pousser ces femmes vers le secteur domestique et le *care*. Ici, la généalogie critique de l'éthique productiviste du féminisme occidental que j'ai décrite ci-dessus peut aider à démêler le paradoxe émergent de l'inadéquation entre, d'une part, l'appel des féministes d'État pour l'entrée des femmes migrantes sur le marché du travail afin de devenir économiquement indépendantes et, d'autre part, la réalité déconcertante dans laquelle les femmes migrantes sont poussées à travailler gratuitement (comme aux Pays-Bas), ou dans laquelle elles sont systématiquement cantonnées dans la sphère privée ou à la reproduction sociale. Autrement dit, les féministes d'État et les responsables de la politique d'intégration civique demandent aux femmes migrantes d'entreprendre un travail qui est précisément celui auquel les féministes traditionnelles voulaient échapper, à savoir : le travail de reproduction.

Téléologie féministe occidentale de l'émancipation

À l'occasion de la réforme de l'aide sociale aux États-Unis en 1996 – instituant le *workfare* qui a touché de façon disproportionnée les mères noires célibataires – Gwendolyn Mink a noté que : « si le racisme a permis aux décideurs politiques de nier les mères célibataires pauvres comme citoyennes et mères, le féminisme blanc bourgeois a fourni aux décideurs politiques une excuse. L'accent mis par les féministes blanches de la classe moyenne sur le droit des femmes à travailler en dehors de la mai-

³⁶ Catherine Rottenberg, « The Rise of Neoliberal Feminism », *Cultural Studies*, vol. 28, n° 3, 2014, p. 418-437.

³⁷ Kathi Weeks, *The Problem with Work: Feminism, Marxism, Antiwork Politics, and Postwork Imaginaries*, Durham et Londres, Duke University Press, 2011, p. 151.

³⁸ Catherine Rottenberg, « Containing the Liberal Imagination: How Superwoman Became Balanced », *Feminist Studies*, à paraître, 2014.

son – accompagné de la présence accrue des femmes dans la population active – a couvert les conservateurs désireux d'exiger le travail salarié des mères célibataires, même s'ils défendaient la famille traditionnelle »³⁹. Il s'agit d'une position forte, sans aucun doute, et elle doit être comprise dans le contexte des débats entre les féministes américaines concernant les effets des réformes sociales des années 90 sur les femmes afro-américaines⁴⁰. Néanmoins, le commentaire de Mink est utile pour tenter d'expliquer la situation paradoxale dans laquelle les féministes européennes d'État promeuvent la notion de travail productif et d'indépendance économique comme un exemple d'émancipation possible des femmes migrantes, tout en les poussant à prendre – ou en feignant silencieusement d'ignorer qu'elles prennent – les emplois considérés historiquement par les féministes comme des marqueurs symboliques et concrets de la dépendance et de la soumission des femmes. Inspirée par Mink, je soutiens que : lorsque « l'éthique productiviste » du féminisme converge avec les politiques de *workfare* néolibérales, ou conservatrices, qui ciblent inévitablement la vie des femmes pauvres (migrantes aussi bien que non-migrantes), les formes d'oppression fondées sur la race, la classe et le sexe sont les résultats inévitables de la liaison.

Quand les féministes d'État défendent des politiques d'intégration civique en recommandant (ou en poussant) des femmes migrantes à travailler, avec la promesse que cela améliorera leur intégration et leur indépendance économique, elles suggèrent tacitement qu'elles adoptent la notion d'émancipation des féministes occidentales par le travail productif. Autrement dit, l'appel à travailler du féminisme d'État aux femmes migrantes peut être lu comme la recommandation qu'elles doivent passer par les mêmes « étapes » vécues par les femmes d'Europe occidentale au XX^e siècle, afin de parvenir à l'égalité durement acquise, et dont ces dernières profitent allègrement. L'éthique productiviste, qui inspire les appels au travail ciblant les

femmes migrantes se transforme donc en notion téléologique de l'émancipation. Par conséquent, l'intégration des femmes dans la main-d'œuvre constitue *le telos* pour leur émancipation, ou, pour le dire autrement, le travail devient le stade censé permettre aux femmes de se soustraire à la condition de subordination, de dépendance économique et d'isolement que la sphère de reproduction, ou privée, est censée représenter. La téléologie féministe occidentale de l'émancipation, qui est devenue totalement hégémonique dans les cercles du féminisme d'État et du féminisme *mainstream*, est basée sur deux hypothèses principales implicites. La première hypothèse est que les femmes non-occidentales et notamment les femmes musulmanes – qui peuvent être considérées comme l'incarnation contemporaine de ce que Chandra Mohanti a appelé la « femme du tiers-monde »⁴¹ – sont une entité monolithique homogène définie avant tout par son retard et son statut d'objet. Selon cette idée toujours largement répandue et profondément enracinée, la subordination, la passivité, la victimisation sont ce qui caractérise la femme non-occidentale et les différences de classe sociale, de religion, de sexualité et ainsi de suite, ne jouent aucun rôle dans la définition de son identité et les conditions concrètes de sa vie. En effet, nous voyons comment, en dépit de la diversité des pays, des régions, des milieux sociaux, des langues et des traditions religieuses des milliers de femmes qui entrent dans les frontières de l'Europe et qui passent par les exigences de « l'intégration civique » pour obtenir leur visa, cette téléologie de l'émancipation conçoit principalement un seul type idéal féminin non-occidental : l'objet victime. C'est à ce type idéal que les féministes d'État – entre autres – offrent l'intégration dans le marché du travail comme un moyen de sortir de leur état supposé de sujétion. La deuxième hypothèse implicite est que l'émancipation passe par un ensemble d'étapes obligatoires qui doivent être les mêmes pour toutes les femmes. Le travail salarié devient ainsi un passage obligé pour que les

³⁹ Gwendolyn Mink, *Welfare's End*, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 23-24.

⁴⁰ Nancy Fraser et Linda Gordon, « A Genealogy of Dependency: Tracing a Keyword of the U. S. Welfare State », *Signs*, vol. 19, n° 2, 1994, p. 309-336.

⁴¹ Chandra Talpade Mohanty, « Sous les yeux de l'Occident : Recherche féministe et discours colonial », in Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009 (1986), p. 148-182.

femmes puissent profiter de l'émancipation propre à l'Ouest. En s'appuyant sur ces hypothèses, la téléologie de l'émancipation par le travail productif du féminisme d'État occidental rappelle largement la téléologie du développement qui a informé les théories développementalistes et de la modernisation⁴². En s'appropriant ce que Johannes Fabian a appelé « la distanciation temporelle »⁴³, ces théories suggèrent notamment que les pays occidentaux et non-occidentaux ont historiquement vécu différentes temporalités. La temporalisation de la relation entre les deux régions du monde a servi avant tout à soutenir l'idée que les pays occidentaux et non-occidentaux avaient été historiquement autonomes et indépendants les uns des autres. De cette manière, la richesse et la pauvreté, le développement et le sous-développement pouvaient être justifiés comme le résultat d'histoires distinctes, c'est-à-dire comme le résultat de l'interaction de facteurs qui étaient endogènes à chaque région. Dans le même temps, la prospérité de l'Europe (et de l'Occident) par rapport au paupérisme des nations non-occidentales a également servi à donner à cette première une supériorité morale et le droit d'assumer le rôle de maître de la nation non-occidentale « inférieure ». Des théoriciens de la modernisation et du développement ont ainsi mystifié le sous-développement (un terme évidemment très attaqué) comme un « problème uniquement non-occidental », plutôt que comme le résultat, en grande partie, du colonialisme occidental et de l'exploitation continue des ressources des régions non-occidentales.

Je soutiens qu'avec son appel aux femmes migrantes non-occidentales à entrer sur le marché du travail pour leur « indépendance économique », c'est-à-dire à suivre le chemin que les féministes occidentales affirment avoir parcouru dans leur propre récit de l'émancipation, le féminisme d'État traite ces femmes de la même manière que les théories développementalistes et de la modernisation ont traité les nations sous-développées : elles ont toujours une (ou plusieurs) longueur de retard

et elles doivent donc le « rattraper ». Tout comme l'exploitation des ressources naturelles de pays non-occidentaux « permet » à l'Occident de garder ses modes de production et de consommation, le travail socialement reproductif des femmes migrantes est aussi ce qui « permet » aux femmes et aux hommes européens, y compris les féministes d'État qui prétendent sauver les femmes migrantes de leurs hommes basanés, non seulement de bénéficier d'un care « bon marché » (quand il n'est pas gratuit) qui leur permet de travailler en dehors du foyer sur le marché du travail, mais aussi de conserver l'illusion que l'égalité des sexes a été atteinte. En définitive, je dirais que la téléologie féministe occidentale de l'émancipation par le travail productif provient de la projection de l'expérience historique spécifique et géographiquement circonscrite des femmes d'Europe occidentale comme représentative de l'expérience, passée et future, de toutes les femmes. Tout comme les féministes noires en particulier aux États-Unis l'ont longuement dénoncée, la trajectoire historique des femmes d'Europe occidentale dans ces récits est universalisée comme le critère à l'aune duquel l'émancipation des femmes devrait être évaluée⁴⁴.

Conclusion: la convergence n'est pas l'identité

Je voudrais conclure par un mot de prudence méthodologique et philosophique, ainsi que d'espoir. La convergence ne doit pas être confondue avec l'identité. De même, la fusion des revendications de la deuxième vague féministe et du *workfare* néolibéral pour les femmes migrantes n'est pas non plus le signal d'une « affinité élective » plus large entre le féminisme et le capitalisme néolibéral, comme Fraser l'a récemment affirmé⁴⁵. En signalant cette disjonction temporelle selon laquelle les féministes d'État invoquent une demande fordiste plus ancienne et l'offrent aux femmes migrantes depuis une position privilégiée et dans les nouvelles conditions du post-fordisme, je cherche, contrairement à Fraser, à souligner la discon-

⁴² Bert F. Hoselitz, *Sociological Factors in Economic Development*. Glencoe, Royaume Uni, Free Press, 1960; Walt W. Rostow, *The Stages of Economic Development: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

⁴³ Johannes Fabian, *Time and the Other*. New York, Columbia University Press, 1983.

⁴⁴ Chandra Talpade mohanty, *op. cit.*

⁴⁵ Nancy Fraser, « Feminism, Capitalism, and the Cunning of History », *New Left Review*, vol. 56, mars-avril, 2009, [En ligne] URL : "<http://newleftreview.org/11/56/nancy-fraser-feminism-capitalism-and-the-cunning-of-history>" <http://newleftreview.org/11/56/nancy-fraser-feminism-capitalism-and-the-cunning-of-history> (Dernière consultation le 21 novembre 2014).

⁴⁶ Affirmer que l'éthique productiviste de la deuxième vague du féminisme contient en elle les germes nécessaires à l'épanouissement du néolibéralisme (et son corollaire raciste) rappelle la fameuse thèse de Weber selon laquelle

tinuité entre les deux périodes féministes. En fait, suivre Fraser et affirmer, par exemple une affinité interne [*inner affinity*] entre une revendication féministe telle que l'accent mis sur le travail productif, qui a été un élément unificateur dans le passé, et l'appel aujourd'hui à l'emploi des femmes migrantes, qui rejoint les programmes de *workfare* néolibéraux et un agenda raciste, aurait pour résultat non seulement une distorsion historiographique, mais souscrirait également à une hypothèse trop idéaliste dans la veine de Weber⁴⁶. D'une manière plus matérialiste, je dirais plutôt que les revendications du féminisme de la deuxième vague pour l'intégration des femmes dans la main-d'œuvre, comme je l'ai souligné à maintes reprises, doivent être comprises dans le contexte historique dans lequel elles ont été élaborées⁴⁷. La répétition aujourd'hui par les féministes d'État de la même série de revendications concernant les femmes migrantes, et ce dans un contexte où les politiques de *workfare* néolibérales font que ces demandes sont tout à fait compatibles avec un agenda politique biaisé, raciste et sexiste, est donc une bonne illustration du fait qu'il s'agit non pas d'une continuité temporelle mais d'une disjonction. Il s'agit d'une disjonction temporelle fondée sur une perspective fondamentalement eurocentrique qui n'est pas nouvelle et qui suppose que les femmes migrantes sont fondamentalement des objets arriérés et victimisés – les féministes d'État considérant que les migrantes ne pourront s'émanciper qu'à la condition de s'engager à rattraper leurs sœurs aînées occidentales. Mais les conditions de la reproduction et, surtout, les conséquences d'une telle position féministe eurocentrique (quand elle n'est pas ouvertement raciste) doivent être analysées dans la conjoncture actuelle et démasquées pour leurs résultats contradictoires dans le présent. La compréhension de la convergence féminisme/racisme – une facette cruciale du fémonationalisme – en termes de contradiction performative nous permet en réalité d'avancer une critique radicale des féministes d'État en soulignant les effets négatifs des politiques qu'elles soutiennent

sur la justice pour les femmes en général. Mais elle nous aide aussi à explorer les ressources critiques contenues dans le féminisme lui-même pour une condamnation des politiques racistes. Le paradoxe et la contradiction sont constitutifs du féminisme, si bien que les ignorer, comme le dit Scott, « c'est perdre de vue [son] potentiel subversif »⁴⁸. En exposant les contradictions performatives des féministes d'État, c'est-à-dire, en montrant le processus contre-émancipateur qu'elles mettent en mouvement quand elles soutiennent des politiques islamophobes ou racistes au nom d'objectifs d'émancipation comme la justice pour les femmes, nous nous plaçons dans une position qui nous permet de penser théoriquement et politiquement la façon de dépasser ces contradictions. Le féminisme n'a pas à être une « métaphore du racisme ».

l'éthique protestante a donné naissance au capitalisme : soit une perspective idéaliste qui considère les « idées » comme le lieu de naissance des processus sociaux et économiques plutôt que comme en faisant partie intégrante et étant en échange dialectique continu avec eux.

⁴⁷ Pour une réflexion sur l'historicité de la catégorie des revendications des femmes et des féministes, voir en particulier Joan W. Scott, *Only Paradoxes to Offer: French Feminists and the Rights of Man*, Harvard, Harvard University Press, 1996.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 17.

Bibliographie

AMNESTY INTERNATIONAL, *Choice and Prejudice. Discrimination Against Muslims in Europe*, Londres, Amnesty International, 2012.

BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE Félix et MAGGLIANI-BELKACEM Stella, *Les féministes blanches et l'empire*, Paris, La Fabrique, 2012.

BUTLER Judith, « Competing Universalities », in BUTLER Judith, LACLAU Ernesto et ŽIŽEK Slavoj (dir.), *Contingency, Hegemony, Universality. Contemporary Dialogues on the Left*, New York et Londres, Verso, 2000.

COMMISSION EUROPÉENNE, *Europe 2020. A Strategy for Smart, Sustainable and Inclusive Growth*, COM (2010) 2020 final, Bruxelles, 3 mars 2010, [En ligne] URL: "<http://ec.europa.eu/research/era/docs/en/investing-in-research-european-commission-europe-2020-2010.pdf>" <http://ec.europa.eu/research/era/docs/en/investing-in-research-european-commission-europe-2020-2010.pdf>.

COMMISSION EUROPÉENNE, *European Agenda for the Integration of Third-Country Nationals*. COM (2011) 455 final, Bruxelles, 20 juillet 2011, [En ligne] URL: "http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/news/intro/docs/110720/1_en_act_part1_v10.pdf" http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/news/intro/docs/110720/1_en_act_part1_v10.pdf.

CRENSHAW Kimberle, « Cartographie des marges: Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, n° 39, 2005 (1991), p. 51-82.

DALLA COSTA Mariarosa et JAMES Selma, *The Power of Women and the Subversion of the Community*, Berlin, Falling Wall Press, 1975.

DE BEAUVOIR Simone, *Le deuxième sexe, II. L'expérience vécue*, Paris, Gallimard, 1949.

DELPHY Christine, *Classer, dominer: qui sont les « autres » ?*, Paris, La Fabrique, 2008.

ENTZINGER Han, « The Parallel Decline of Multiculturalism and the Welfare State in The Netherlands », in BANTING Keith et KYMLICKA Will (dir.) *Multiculturalism and the Wel-*

- fare State: Recognition and Redistribution in Contemporary Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
- J**ABIAN Johannes, *Time and the Other*. New York, Columbia University Press, 1983.
- F**RASER Nancy, «Feminism, Capitalism, and the Cunning of History», *New Left Review*, vol. 56, mars-avril, 2009, [En ligne] URL: "<http://newleftreview.org/III/56/nancy-fraser-feminism-capitalism-and-the-cunning-of-history>" "<http://newleftreview.org/III/56/nancy-fraser-feminism-capitalism-and-the-cunning-of-history>."
- F**RASER Nancy et **G**ORDON Linda, «A Genealogy of Dependency: Tracing a Keyword of the U. S. Welfare State», *Signs*, vol. 19, n° 2, 1994, p. 309-336.
- F**RIEDAN Betty, *La femme mystifiée*, Paris, Éditions Gonthier, 1964.
- G**OURDEAU Camille, «Des usages contradictoires du Contrat d'Accueil et d'Intégration: de la prévention des discriminations sur le marché du travail à l'utilisation paradoxale du thème de l'égalité entre hommes et femmes», Colloque International «Genre et Discriminations», Paris-Nanterre-La Défense, 27-28 juin 2013.
- H**ILL COLLINS Patricia, *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, Londres, Routledge, 1999.
- H**OOKS Bell, *Feminist Theory: From Margin to Center*, Cambridge, South End Press, 2000.
- H**OSELITZ Bert F. , *Sociological Factors in Economic Development*. Glencoe, Royaume-Uni, Free Press, 1960.
- I**NFOS MIGRATIONS, «Les femmes immigrées signataires du CAI en 2009», n° 22, avril, Virginie Jourdan, 2011, [En ligne] URL: "<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/39070/298320/file/IM12042001n22.pdf>" "<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/39070/298320/file/IM12042001n22.pdf>."
- K**ARAMESSINI Maria et **R**UBERY Jill, *Women and Austerity. The Economic Crisis and the Future for Gender Equality*, Londres, Routledge, 2013.
- K**IRK Kate et **S**UVARIERIOL Semin, «Emancipating Migrant Women? Gendered Civic Integration in The Netherlands», Communication présentée à la conférence européenne sur la politique et le genre, 21-23 mars 2013.
- L**EROI Pascale et **T**HEVENOT Laure, «Emploi peu qualifié:

femmes et immigrés en première ligne », Institut d'Aménagement et d'Urbanisme, Note Rapide, n° 564, septembre 2011 [en ligne] URL: "http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_857/NR_564.pdf" http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_857/NR_564.pdf.

LORDE Audre, « Who Said It Was Simple », in LORDE Audre, *From a Land Where Other People Live*, New York, Broadside Press, 1973.

McDOWELL Linda, « Life Without Father and Ford: the New Gender Order of Post-For-dism », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 16, n° 4, 1991, p. 400-419.

MINK Gwendolyn, *Welfare's End, Ithaca*, Cornell University Press, 1998.

MOHANTY Chandra Talpade, « Sous les yeux de l'Occident: Recherche féministe et discours colonial », in Elsa DORLIN (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009 (1986), p. 148-182.

OFII, *Rapport d'activité*, 2011, [En ligne] URL: "http://www.ofii.fr/tests_197/rapport_d_activite_2011_de_l_office_francais_de_l_immigration_et_de_l_integration_1294.html?preview=oui" http://www.ofii.fr/tests_197/rapport_d_activite_2011_de_l_office_francais_de_l_immigration_et_de_l_integration_1294.html?preview=oui.

ROSTOW Walt W. , *The Stages of Economic Development: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

ROTTENBERG Catherine, « Containing the Liberal Imagination : How Superwoman Became Balanced », *Feminist Studies*, à venir, 2014.

ROTTENBERG Catherine, « The Rise of Neoliberal Feminism », *Cultural Studies*, vol. 28, n° 3, 2014, p. 418-437.

SCOTT Joan W. , *Only paradoxes to offer: French Feminists and the Rights of Man*, Harvard, Harvard University Press, 1996.

SCRINZI Francesca, « Gender, Migration and the Ambiguous Enterprise of Professionalizing Domestic Service: The Case of Vocational Training for the Unemployed in France », *Feminist Review*, n° 98, 2011, p. 153-172.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU COMITÉ
INTERMINISTÉRIEL DE CONTRÔLE
DE L'IMMIGRATION, *Rapport au par-
lement: Les orientations de la politique de
l'immigration* (sixième rapport), p. 171.

SNELDERS Petra, VAN EYMA Jenny et
VAN HINSBERG Annemarie, *Doorpak-
ken met Duizend en één Kracht. Schakelen
tussen het beleid en de praktijk*, MOVISIE
REPORT, Utrecht, 2011.

TEVANIAN Pierre 2007, «La Répu-
blique du mépris. Les métamorphoses
du racisme dans la France des années
Sarkozy », 2007, [En ligne] URL: "[http://
lmsi.net/La-Republique-du-mepri](http://lmsi.net/La-Republique-du-mepri)" [http://
lmsi.net/La-Republique-du-mepri](http://lmsi.net/La-Republique-du-mepri).

JILLY Louise A. et SCOTT Joan W. ,
Women, Work, and Family, New York,
Routledge, 1978.

JISSOT Sylvie « Bilan d'un féminisme
d'État », *Plein droit*, n° 75, décembre 2007,
p. 15-18.

VAN WALSUM Sarah, « Regulating
Migrant Domestic Work in The Nether-
lands: Opportunities and Pitfalls »,
Canadian Journal of Women and the Law,
vol. 23, n° 1, 2011, p. 141-165.

WEEKS Kathi, *The Problem with Work:
Feminism, Marxism, Antiwork Politics, and
Postwork Imaginaries*, Durham et Londres,
Duke University Press, 2011.

la revue
chez iXe :

Sommaire :

CSS#1 – 2015
féminismes noirs
« Les murs ren-
versés devien-
nent des
ponts. »

Introduction
Du côté obscur: féminismes noirs
— Keivan Djavadzadeh
& Myriam Paris

Rencontre
*Mettre en théorie et en pratique
le principe de déplacement*
— Françoise Vergès

Manifeste
*Être Noire et femme: un double
péril*
— Frances M. Beal

Traverse
Les hétérotopies du féminisme noir
— Elsa Dorlin & Myriam Paris

Bulletin d'adhésion

À retourner avec un chèque bancaire à :
Éditions iXe - 28, bd. du Nord
77520 Donnemarie-Dontilly

Nom :

Prénom :

Institution :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

Tél :

email :

TARIFS: *(cocher)*

1 numéro 14€: CSS#...

Abonnement annuel (2 numéros) 26€



© Éditions iXe 2015
ISBN 979-10-90062-25-2
ISSN : en cours d'attribution
28, bd. du Nord –
77520 Donnemarie-Dontilly
www.editions-ixe.fr
<http://commentssensortir.org/>

CSS a reçu le soutien du Labtop
(UMR CRESPPA-CNRS/Paris 8)

Conception éditoriale & graphique :
CSS + iXe + Hélène Mourrier
Composé en : Bery Roman – Fugue



CSS#1 – 2015

la revue sur

<http://commentssortir.org>

Du côté obscur : féminismes noirs

Introduction

Du côté obscur: féminismes noirs

– Keivan Djavadzadeh & Myriam
Paris

Rencontre

Mettre en théorie et en pratique

le principe de déplacement

– Françoise Vergès

Frictions

*Vers une conscience radicale: la libération
féministe mizrahie pour une pensée
émancipée* – Tal Dor

*Visages noirs, sorcières et racisme
contre les filles* – Sharon Kinsella

*La Doudou contre-attaque:
Féminisme noir, sexualisation
et doudouisme en question dans l'entre-
deux-guerres* – Jacqueline Coutri

*Femmes modernes Et de traditions
musulmanes. Traduction de la
modernité coloniale dans les rbéto-
riques des féministes anticolonialistes*
– Karima Ramdani

*«Le jeu de qui?» Les politiques sexuelles
aux Antilles françaises*
– Vanessa Agard Jones

*Féministes de tous les pays, qui lave vos
chaussettes?* – Sara Farris

Arsenal

*Génération Audre Lorde; Autour
du documentaire Audre Lorde. The
Berlin years 1984 to 1992, Dag-
mar Schultz, Allemagne, 2012*
– Noemi Michel & Eva Rodriguez

*The Birth Of Chinese Feminism. Essential
Texts in Transnational Theory, Lydia
H. Liu, Rebecca E. Karl, Dorothy
Ko, New York Columbia University
Press, 2013* – Julie Abbou

*Théories féministes et queers décolo-
niales: interventions Chicanas et
Latinas états-uniennes, Les cahiers
du CEDREF, éditions iXe, 2011*
– Gianfranco Rebutini

*Angela Davis, Blues Legacies and Black
Feminism, New York, Vintage
Books, 1999* – Keivan Djavadzadeh